

case bound to make every effort to achieve agreement and there was no need to state that fact explicitly. Certain delegations had, however, for propaganda purposes exploited a procedural incident without any real significance.

Mr. AUSTIN (United States of America) protested against the statement made by the USSR representative. The verbatim report would show what had actually happened.

The United States delegation had actually proposed that the words "general agreement" should be replaced by the words "agreement on a resolution for submission to the Committee". It was absurd to argue that the United States did not wish agreement to be reached, as the chief desire of his delegation was, in fact, to reach an agreement.

Mr. J. MALIK (Union of Soviet Socialist Republics) explained that he had been referring only to the attitude adopted by the United States delegation and not to that of the United Kingdom delegation.

The meeting rose at 1.17 p.m.

HUNDRED AND FIFTY-THIRD MEETING

Held at the Palais de Chaillot, Paris, on Thursday, 7 October 1948, at 3 p.m.

Chairman : Mr. P.-H. SPAAK (Belgium).

16. Continuation of the discussion on the reports of the Atomic Energy Commission

The complete text of the resolution (A.C.1/317), which had been adopted paragraph by paragraph at the 152nd meeting, was adopted by 34 votes in favour, with 3 abstentions.

The CHAIRMAN proposed that the Sub-Committee should be composed of the following countries : Brazil, Canada, China, Ecuador, France, India, Sweden, Ukrainian Soviet Socialist Republic, Union of Soviet Socialist Republics, United Kingdom, United States of America.

It was so agreed.

17. Discussion on the prohibition of the atomic weapon and the reduction by one-third of the armaments and armed forces of the permanent members of the Security Council : item proposed by the Union of Soviet Socialist Republics (A/658)

Mr. VYSHINSKY (Union of Soviet Socialist Republics) stated that the proposal submitted by the USSR delegation (A/658) at the plenary meeting of the General Assembly on 25 September was in accord with its consistent and unchanging policy of strengthening peace and security and

en effet, que d'une question de rédaction sans importance. La sous-commission se doit, de toute manière, de faire tous ses efforts pour parvenir à un accord, et cela n'avait nul besoin d'être indiqué explicitement. Certaines délégations ont profité d'un incident de procédure sans aucune signification véritable pour faire de la propagande.

M. AUSTIN (États-Unis d'Amérique) s'élève contre les déclarations du représentant de l'URSS. Le procès-verbal fera justice de ces allégations.

La délégation des États-Unis avait, en effet, proposé de remplacer les mots « accord général » par les mots « accord sur une résolution à soumettre à la Commission ». Il est d'ailleurs parfaitement absurde de prétendre que les États-Unis ne veulent pas qu'un accord se réalise. La recherche d'un accord est précisément ce qui inspire la délégation des États-Unis.

M. J. MALIK (Union des Républiques socialistes soviétiques) précise qu'il s'est référé à l'attitude de la délégation des États-Unis, non à celle du représentant du Royaume-Uni.

La séance est levée à 13 h. 17.

CENT-CINQUANTE-TROISIÈME SÉANCE

Tenue au Palais de Chaillot, Paris, le jeudi 7 octobre 1948, à 15 heures.

Président : M. P.-H. SPAAK (Belgique).

16. Suite de la discussion sur les rapports de la Commission de l'énergie atomique

Par 34 voix, avec 3 abstentions, le texte complet de la résolution (A/C.1/317), adoptée article par article à la 152^e séance est adopté.

Le Président propose que la Sous-Commission soit composée des pays suivants : Brésil, Canada, Chine, Equateur, France, Inde, Suède, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Royaume-Uni, États-Unis d'Amérique.

Il en est ainsi décidé.

17. Discussion sur l'interdiction de l'arme atomique et la réduction d'un tiers des armements et des forces armées des membres permanents du Conseil de sécurité : point proposé par l'Union des Républiques socialistes soviétiques (A/658)

M. VYCHINSKY (Union des Républiques socialistes soviétiques) déclare que la proposition présentée le 25 septembre par la délégation de l'URSS (A/658), à la séance plénière de l'Assemblée générale, est conforme à la politique constante et immuable de l'URSS, tendant à renforcer la paix et

struggling for democratic principles in the post-war peace against the plans of certain States for dividing the United Nations. Such a policy was determined by the very substance and character, the very nature of the Soviet Socialist Government of workers and peasants who were highly interested in setting up and maintaining a solid and durable peace all over the world. The USSR, which had defeated the Fascist aggressors and had worked toward reconstruction for three years, had continually fought against the war psychosis which was being kindled in certain countries, particularly in the United States.

Mr. Vyshinsky reviewed the policy of the Union of Soviet Socialist Republics in the League of Nations to show that the USSR had always taken the initiative against war and for the reduction of armaments and stressed the active participation of the USSR delegation in the Preparatory Commission for Disarmament.

He cited the proposal of the USSR delegation regarding immediate and full disarmament which was presented for consideration at the first meeting of the fourth session of the Preparatory Disarmament Commission in 1927, but which did not gain support.

He further cited the second proposal of the Union of Soviet Socialist Republics regarding the proportional reduction of armaments which also did not gain support and was rejected at the sixth session in April, 1929.

Nevertheless every effort to reach positive results had failed and the work of the Disarmament Commission had been wrecked. He recalled the report of Mr. Molotov to the Congress of Soviets in 1931 that the words about disarmament used in the Commission had in fact screened a mad armaments race. The United States proposal at that time would have given each State the right to exceed the established norm when it deemed its security to be threatened, provided only that it advised the other signatories to the Convention, thus freeing them to do the same. Mr. Molotov had pointed out that the cutting edge of the rise in capitalist armaments expenditures was directed against the Union of Soviet Socialist Republics.

Mr. Vyshinsky noted that the Disarmament Conference of 1932 had also failed. The French delegation had insisted on security guarantees and had again proposed an international army under the League of Nations. Some delegations had attempted to arm Germany against France and others to arm her against the USSR. The United Kingdom position had not been clear, but it had opposed French demands for security because it feared to strengthen France. The United States had proposed the reduction of land forces to the level necessary for the maintenance of internal order. It was clear that naval powers wished land disarmament, which was a predicate of the United Kingdom plan, while the land powers wished naval disarmament.

la sécurité et à lutter dans le monde d'après-guerre pour les principes démocratiques, en résistant aux menées de certains Etats qui s'efforcent de semer la division parmi les Nations Unies. Une telle politique est inhérente à la nature, au caractère, à l'essence même du Gouvernement socialiste soviétique d'ouvriers et de paysans, qui manifeste un vif intérêt pour l'établissement et le maintien d'une paix solide et durable dans le monde entier. L'URSS, qui a écrasé les agresseurs fascistes et qui travaille depuis trois ans à sa reconstruction, n'a cessé de lutter contre la psychose de guerre qu'on entretient dans certains pays, notamment aux Etats-Unis.

M. Vychinsky passe en revue la politique poursuivie autrefois par l'Union soviétique au sein de la Société des Nations, pour montrer que l'URSS a toujours pris l'initiative de l'opposition à la guerre et des efforts en faveur de la réduction des armements et il fait ressortir la part active prise par la délégation de l'URSS aux travaux de la Commission préparatoire du désarmement.

Il cite la proposition de désarmement immédiat et total présentée par la délégation de l'URSS à la première séance de la quatrième session de la Commission préparatoire du désarmement en 1927, mais qui n'a pas été soutenue.

Il cite encore une deuxième proposition de l'Union des Républiques socialistes soviétiques visant la réduction proportionnelle des armements qui, elle non plus, ne trouva pas le soutien nécessaire et fut repoussée à la sixième session, en avril 1929.

Malgré ces propositions, tous les efforts pour aboutir à des résultats positifs ont échoué et le travail de la Commission du désarmement n'a pas eu de suite. Il rappelle que le rapport de M. Molotov au Congrès des Soviets de 1931 constatait que les belles phrases proférées à la Commission à propos du désarmement avaient, en fait, servi de paravent à une folle course aux armements. La proposition faite à l'époque par les États-Unis d'Amérique aurait donné à chaque Etat le droit de dépasser la norme d'armements fixée s'il estimait sa sécurité menacée, à la seule condition d'en aviser les autres signataires de la Convention, ce qui aurait autorisé ceux-ci à faire de même. M. Molotov avait fait remarquer que la menace que constituait l'accroissement des dépenses des pays capitalistes pour les armements était dirigée contre l'Union soviétique.

M. Vychinsky rappelle ensuite que la Conférence du désarmement de 1932 a également échoué. La délégation française à cette Conférence avait insisté pour que la sécurité fût garantie et avait proposé à nouveau de constituer une armée internationale qui aurait été placée à la disposition de la Société des Nations. Certaines délégations y ont essayé d'armer l'Allemagne contre la France, d'autres ont essayé de l'armer contre l'URSS. La position du Royaume-Uni n'y fut pas nette mais sa délégation, parce qu'elle craignait de renforcer la position de la France, s'opposa aux demandes de cette dernière, qui réclamait des garanties de sécurité. Les États-Unis proposèrent de ramener les effectifs des armées de terre au niveau minimum indispensable au maintien de l'ordre intérieur. Les Puissances navales souhaitaient évidemment le désarmement terrestre,

The efforts of the USSR for a reduction of armaments had been opposed in the League of Nations by the United Kingdom and France, a situation which reminded Mr. Vyshinsky of the present stubborn opposition of certain leading delegations to the generous initiative of the Soviet Union. Paul Boncour's formula of twenty years ago was now being repeated by such persons as Mr. Bevin and Mr. Spaak, who kept insisting on security guarantees as a preliminary to a mere reduction of armaments, rather than to disarmament itself. The security formula had been embodied in the Treaty of Locarno, the ineffectiveness of which had been shown in the shame of Munich when Czechoslovakia was betrayed and Hitler's hands had been untied for aggression against the East, against the USSR. Thus the political environment for the unification of Europe without Russia had been created, reminding one of the present effort of the United States to organize blocs against the USSR.

While the British position at first had been land disarmament and then security, the United Kingdom had adopted the Paul Boncour formula in 1934 under pressure from the British Dominions who were interested in freeing themselves from the Locarno obligations. Disarmament of naval forces was not contemplated by the United Kingdom. The United States for its part had refused to participate in any control plan under the League of Nations. Nevertheless, on 27 September 1948, Mr. Bevin had advanced the same formula of "security first".

Mr. Vyshinsky then adverted to Mr. Spaak's observation in the General Assembly that the USSR statement had shown an ignorance of the aims of the Benelux countries. The USSR representative had said that such treaties as the Brussels Treaty could be directed against former allies, and had pointed out that the United States and United Kingdom Press admitted that the treaty was directed against the USSR. Mr. Spaak had adduced no evidence that the treaty was defensive nor shown against whom defence was needed; instead he had made mere rhetorical references to the fear in the West. It was clear from Mr. Spaak's speech itself that the defensive alliance was directed against the USSR. Despite Mr. Spaak's denial, responsible groups in Belgium, including Mr. Spaak's own party, had engaged in warmongering against the USSR. Mr. Vyshinsky challenged Mr. Spaak to point out in the newspapers of the USSR or in the statements of USSR leaders any hint of the preparation of an attack against any country, particularly Belgium, which the people of the USSR had liberated at a cost of much blood. If, as Mr. Spaak said, the nations of Western Europe feared the USSR, they should support the proposals of the USSR for a reduction of military power. However, they were willing to accept the reduction only of the military power of the USSR, but not of that of their own friends. Mr. Spaak's expressed fear that

qui était la base même du plan du Royaume-Uni, tandis que les Puissances terrestres souhaitaient le désarmement naval.

Les efforts de l'URSS pour obtenir une réduction des armements s'étaient heurtés à la Société des Nations à l'opposition du Royaume-Uni et de la France; M. Vychinsky fait un parallèle entre cette situation et l'opposition opiniâtre que manifestent actuellement certaines délégations importantes à l'égard de la généreuse initiative de l'Union soviétique. La formule lancée il y a vingt ans par M. Paul-Boncour est reprise maintenant par des personnages tels que M. Bevin et M. Spaak, qui réclament avec insistance des garanties de sécurité, comme conditions préliminaires à une simple réduction d'armements, plutôt qu'au désarmement lui-même. La formule « sécurité » était incluse dans le Traité de Locarno, dont l'inefficacité a été démontrée par la honteuse capitulation de Munich qui trahissait la Tchécoslovaquie et laissait les mains libres à Hitler pour attaquer l'Est européen, pour attaquer l'URSS. On créait ainsi le climat politique voulu pour l'unification de l'Europe sans la Russie, ce qui annonçait les efforts que font actuellement les États-Unis pour organiser des blocs hostiles à l'URSS.

Alors qu'à l'origine, la politique britannique avait été de réclamer le désarmement terrestre d'abord, et la sécurité ensuite, le Royaume-Uni, sous la pression de ses Dominions, qui désiraient se libérer des obligations que leur imposait le Traité de Locarno, s'est rallié en 1934 à la formule Paul-Boncour. Le Royaume-Uni n'envisageait pas le désarmement des forces navales. De leur côté, les États-Unis ont refusé de participer à tout système de contrôle subordonné à l'autorité de la Société des Nations. Cela n'a pas empêché M. Bevin de proposer, le 27 septembre 1948, la même formule de « sécurité d'abord ».

M. Vychinsky fait ensuite allusion aux paroles de M. Spaak à l'Assemblée générale, selon lequel la déclaration de l'URSS aurait témoigné d'une méconnaissance complète des buts du Bénélux. Le représentant de l'URSS avait déclaré que des traités comme celui de Bruxelles pouvaient être dirigés contre d'anciens alliés, et il avait fait remarquer que la presse américaine et anglaise reconnaissait que ce traité était dirigé contre l'URSS. M. Spaak n'a fourni aucune preuve du caractère défensif du traité; il n'a pas établi non plus contre qui cette défense s'imposait; il s'est borné à faire de la rhétorique en parlant de la peur qui règne dans les pays de l'Ouest. Il ressort nettement du discours même de M. Spaak que cette alliance défensive est dirigée contre l'URSS. Malgré les dénégations de M. Spaak, des groupes influents, en Belgique, y compris le propre parti de M. Spaak, se sont lancés dans une campagne d'incitation à la guerre contre l'URSS. M. Vychinsky déifie M. Spaak de trouver dans les journaux de l'URSS ou dans les déclarations d'hommes d'État de l'URSS une allusion quelconque à la préparation d'une agression contre un pays quelconque, en particulier contre la Belgique, que les peuples de l'URSS ont libérée au prix de tant de sang. Si, comme le prétend M. Spaak, les nations d'Europe occidentale craignent l'URSS, elles devraient appuyer les propositions de l'URSS tendant à la réduction du potentiel militaire. Or, ils sont disposés à accepter la réduc-

while mankind knew what to do, it would be unable to do it, was a poorly masked threat to peace and security. It was the language of attack rather than of defence. Mr. Spaak had by-passed the proposals of the USSR. Apart from his statements against the USSR, he had contributed nothing to the liberation of mankind from the threat of a new war or of atomic weapons. It was clear that he opposed the reduction of armaments, the prohibition of atomic weapons, and effective international control. He had not even followed the formula of "security first".

Mr. Spaak had tried to help prove Mr. Bevin's nonsense that according to Marxist-Leninist doctrine there could be no compromise between the Communist and non-Communist world. Mr. Bevin had quoted Lenin out of context without showing that Lenin's statement had been made at a time when the new Soviet State was being threatened by the armed intervention of fourteen other European States including the United Kingdom. Mr. Bevin had tried to prove that the USSR did not wish to co-operate, for without a basis of confidence, co-operation and treaties were without meaning. This argument put forth by Mr. Bevin and supported by Mr. Spaak had been a fiasco for it had lacked objectivity. While Lenin was still the head of the USSR, every effort had been made to establish peaceful relations with all countries. In particular, peaceful trade relations with the United Kingdom had been a central aim of USSR policy. In 1922 Lenin had pointed out the urgency of broadening trade between Russia and the capitalist countries on the basis of which the development of proper relations would go forward. Lenin had also said that the USSR had taken the road towards co-operation and that the normalizing of diplomatic relations must go forward despite opposition.

This indication of Lenin led the highest legislative body at that time — the Second Congress of the Soviets of the USSR — to state in 1924 regarding the re-establishment of relations between the United Kingdom and the USSR that such a co-operation should be the principal aim of the USSR Government. Mr. Vyshinsky also quoted Generalissimo Stalin's statement to Mr. Stassen in 1947 that the Soviet people desired to co-operate with the capitalist countries. These were basic formulations of foreign policy by the heads of the Soviet State. There had been no departure from Lenin's system. The Soviet people desired to co-operate; it was the capitalist system that was unwilling.

Mr. Bevin had uttered his falsehood for political reasons in order to destroy co-operation. Instead of talking about the desirability of co-operation he had brought into question its very possibility. On the basis of this policy of the United States and the United Kingdom, the successful operation of the Commission for Conventional Armaments was impossible. At the last session of the Assembly, Mr. Molotov had stressed the importance of beginning to implement Article 11,

tion du potentiel militaire de la seule URSS, mais non la réduction de celui de leurs propres amis. M. Spaak dit craindre que l'humanité, tout en sachant ce qu'il y a lieu de faire, ne soit incapable de le réaliser; cette déclaration constitue une menace mal déguisée à la paix et à la sécurité. C'est là, le langage de l'agression, plutôt que celui de la défensive. M. Spaak a étudié les propositions de l'URSS. Abstraction faite de ses déclarations hostiles à l'URSS, il n'a contribué en rien à délivrer l'humanité de la menace d'une nouvelle guerre ni de la menace des armes atomiques. Il est évident qu'il s'oppose à la réduction des armements, à l'interdiction des armes atomiques et à un contrôle international effectif. Il n'a pas suivi la formule « sécurité d'abord ».

M. Spaak s'est aussi efforcé de justifier l'absurdité qu'a proférée M. Bevin quand il a dit que la doctrine marxiste-léniniste ne permet aucun compromis entre les pays communistes et les pays non communistes. M. Bevin a cité Lénine en séparant les passages de leur contexte, sans préciser que Lénine avait fait ces déclarations alors que quatorze Etats européens, y compris le Royaume-Uni, menaçaient, par leur intervention armée, le nouvel Etat soviétique. M. Bevin a tenté de prouver que l'URSS ne veut pas coopérer; en effet, sans la confiance indispensable, la coopération et les traités n'ont aucun sens. M. Bevin, appuyé par M. Spaak, n'a rien prouvé car il a manqué d'objectivité. Lorsque Lénine était encore à la tête de l'URSS, tous les efforts ont été faits en vue d'établir des relations pacifiques avec toutes les nations. Le principal objectif de la politique de l'URSS avait été, en particulier, d'établir des relations commerciales pacifiques avec le Royaume-Uni. En 1922, Lénine souligna la nécessité urgente d'intensifier le commerce entre la Russie et les pays capitalistes, ce qui formerait le point de départ de bonnes relations. Lénine avait déclaré également que l'URSS s'était engagée sur la voie de la coopération et que la reprise des relations diplomatiques normales devait s'effectuer en dépit de l'opposition.

Cette indication de Lénine engagea le corps législatif suprême de l'URSS à cette époque — le deuxième Congrès des soviets de l'URSS — à déclarer, en 1924, au sujet du rétablissement des relations entre le Royaume-Uni et l'URSS, que le Gouvernement de l'URSS devait tendre avant tout à cette coopération. M. Vychinsky cite également un passage de la déclaration faite par le généralissime Staline à M. Stassen, en 1947, et selon laquelle la population de l'URSS désire coopérer avec les Etats capitalistes. Tels sont les points principaux de la politique étrangère des dirigeants de l'URSS. Ils ne se sont pas écartés du plan de Lénine. Le peuple de l'URSS veut coopérer; c'est le monde capitaliste qui ne le veut pas.

C'est pour des raisons politiques, et afin de détruire la coopération que M. Bevin a proféré ses propos dénués de fondement. Au lieu de parler des avantages qu'il y aurait à coopérer, il a mis en doute la possibilité même de cette coopération. Cette politique des États-Unis et du Royaume-Uni rend impossible le succès des travaux de la Commission des armements de type classique. A la dernière session de l'Assemblée générale, M. Molotov avait souligné qu'il était important de

paragraph 1 of the Charter, which empowered the General Assembly to consider the general principles of co-operation in the maintenance of international peace and security, including the principles governing disarmament and the regulation of armaments. Mr. Molotov had stressed at the time the contribution to security which disarmament could make. M. Vyshinsky further pointed out that there was a Military Staff Committee which, among other things, was to advise the Security Council on the regulation of armaments. Despite the efforts of the USSR, implementation of the General Assembly resolution had been resisted, no positive results had been attained, and the Commission for Conventional Armaments had failed just as had the Atomic Energy Commission. As a symptom of this resistance, Mr. Vyshinsky pointed to the vote at the previous meeting of the First Committee on the paragraph of the Ecuadorean draft resolution (A/C.1/311) calling for an effort towards general agreement. Resumption of the work was an inescapable necessity. Aggressive weapons, such as the atomic bomb, were needed only by those with designs on the territories of others. Without the prohibition of atomic weapons it was useless to talk of the reduction of conventional armaments, for the two problems were closely inter-related and required a concerted decision.

Mr. Vyshinsky declared that an armaments race was in progress in which the United States held first place. He pointed out that the United States Congress had appropriated 15,200 million dollars for military purposes for the fiscal year 1947-1948. This was 39.1 per cent of the total budget and did not present the whole picture since it did not include 500 million dollars for the production of atomic energy, 600 million dollars for stockpiling strategic materials, and 400 million dollars for military assistance to Greece, Turkey, China, etc. The burden of this mad armaments race fell on the working people of the United States and demonstrated that the United States Government did not want disarmament.

Mr. Vyshinsky also quoted from a *United Press* dispatch of 2 October giving information on United States plans for the development of atomic weapons during the next fifty years. The article stated that the United States would ensure its supremacy by means of atomic weapons and predicted that the USSR would not be able to overcome the advantage which the present monopoly of atomic energy gave to the United States. In his opinion this was a good example of how the military officers in certain countries were preparing for a new war while their representatives in the United Nations were talking of control of atomic energy. Even if it were true that the prohibition of atomic weapons would deprive the United States of an advantage, it was demagogic to use such an argument, for it should be remembered that this advantage was one of mass extermination of which all peace-loving peoples stood in horror. It was for those reasons that the delegation

commencer à appliquer le paragraphe premier de l'Article 11 de la Charte qui autorise l'Assemblée générale à étudier les principes généraux de coopération pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales, y compris les principes régissant le désarmement et la réglementation des armements. M. Molotov avait montré à l'époque que le désarmement pourrait contribuer dans une grande mesure à assurer la sécurité. M. Vychinsky poursuit en soulignant qu'il existe un Comité d'état-major qui doit, entre autres tâches, donner au Conseil de sécurité des avis sur la réglementation des armements. En dépit des efforts de l'URSS, on s'est opposé à la mise en œuvre de la résolution de l'Assemblée générale ; on n'a pu parvenir à aucun résultat concret et la Commission des armements de type classique a échoué, tout comme la Commission de l'énergie atomique. M. Vychinsky voit une preuve de cette opposition dans le vote qui a eu lieu, à la séance précédente de la Première Commission, sur le paragraphe du projet de résolution de l'Équateur (A/C.1/311) qui recommande une tentative d'accord général. Il est absolument indispensable de reprendre les travaux. Seuls ceux qui ont des visées sur le territoire d'autrui peuvent avoir besoin d'armes d'agression, telle que la bombe atomique. Si l'on n'interdit pas les armes atomiques, il est vain de parler de la réduction des armements de type classique, car il existe un rapport très étroit entre ces deux questions qui appellent une décision commune.

Le monde assiste à une course aux armements dans laquelle les États-Unis sont en tête. M. Vychinsky fait remarquer que le Congrès des Etats-Unis a alloué, pour l'exercice 1947-1948, 15.200 millions de dollars à des fins militaires. Ce chiffre représente 39,1 pour 100 du budget total, mais il est incomplet car il ne tient compte ni des 500 millions de dollars prévus pour la production d'énergie atomique, ni des 600 millions destinés au stockage de matières premières d'intérêt militaire, ni des 400 millions au titre de l'aide militaire à la Grèce, à la Turquie, à la Chine, etc. Les dépenses occasionnées par cette course effrénée aux armements sont supportées par les travailleurs des États-Unis et prouvent que le Gouvernement de ce pays ne veut pas de désarmement.

M. Vychinsky cite également un passage d'une dépêche de la *United Press* en date du 2 octobre qui donne des informations sur le projet de développement des armes atomiques aux Etats-Unis au cours des cinquante années à venir. Cette dépêche déclare que les États-Unis assureront leur supériorité par le moyen des armes atomiques et que l'URSS ne pourra rattraper l'avance que le monopole actuel de l'énergie atomique donne aux États-Unis. Pour M. Vychinsky cela montre bien que les cadres militaires de certains pays se parent à une nouvelle guerre alors que les représentants de ces mêmes pays à l'Organisation des Nations Unies discutent du contrôle de l'énergie atomique. Même s'il était vrai que l'interdiction des armes atomiques priverait les États-Unis d'un avantage, ce serait faire preuve de démagogie que d'invoquer un tel argument, car il ne faut pas oublier qu'il s'agit d'un avantage permettant une extermination en masse, qui inspire une profonde horreur à tous les peuples pacifiques. C'est

of the Union of Soviet Socialist Republics had put forward its proposal for the reduction of armaments, the prohibition of atomic weapons and the establishment of a system of control, the adoption of which would be a first step toward security for the peoples of the world.

Mr. MCNEIL (United Kingdom) thought that Mr. Vyshinsky had not met the point of Mr. Bevin's remarks in saying that Mr. Bevin had quoted from Lenin's statements in the early years of the new Soviet Republic. To prove that no notice should be taken of such quotations, Mr. Vyshinsky should show that these teachings had been discarded forever. He thought Mr. Bevin had quoted from the latest publication by Mr. Stalin on the Problems of Leninism and he himself could recall from the same publication the statement that USSR leaders need never be afraid of tactical deviations. Mr. Bevin's quotation was relevant because it expressed an axiom of Leninist thought which had never been completely repudiated by the USSR Government. Only if Mr. Vyshinsky could assure the Committee that these teachings were to be disregarded as having only historical interest could he condemn Mr. Bevin for introducing an irrelevant quotation.

Mr. Vyshinsky himself used the classical Leninist approach in accusing Mr. Spaak of dishonestly describing the Brussels Treaty as a defensive arrangement. That approach led Mr. Vyshinsky to picture Luxembourg as straining at the leash to attack the entirely pacific USSR. Moreover, it was a strange injustice to suggest that Mr. Bevin was unfamiliar with the situation to which Mr. Vyshinsky said the quotation from Lenin applied. Whatever some elements in the United Kingdom might regrettably have done or sought to do to prevent the emergence of the USSR, Mr. Bevin had taken the leadership in the British Trade Union movement to prevent such intervention and it was ungrateful to suggest anything else.

However, while those whom Mr. Vyshinsky criticized still felt only friendship for the people of the USSR, their attitude towards the USSR Government had necessarily become somewhat qualified because of the intransigent and unpredictable position of that Government. The USSR had claimed for itself a monopoly of political righteousness and wisdom and its representatives declared that all who disagreed were dishonest, were warmongers, vicious, wicked, and of aggressive intent.

With regard to the USSR draft resolution, Mr. McNeil said that he did not pretend to know of any sure method of disarmament, but he believed that all the representatives would agree on the unrealistic nature of the USSR proposal, which was not calculated to create the conditions of world confidence essential to disarmament. While the USSR knew exactly how much was spent on armaments by the United Kingdom, for instance, how many men it had under arms, and how they were equipped and disposed, no one, not even the representatives of countries most closely associated with the USSR, knew the full data in respect of that country. From

pourquoi la délégation de l'URSS a présenté une proposition en vue de la réduction des armements, de l'interdiction des armes atomiques et de la création d'un système de contrôle : l'adoption de cette proposition serait un premier pas vers la sécurité pour les peuples du monde.

M. MCNEIL (Royaume-Uni) estime que M. Vychinsky n'a pas répondu aux observations de M. Bevin en disant que celui-ci a cité des passages de déclarations faites par Lénine pendant les premières années de la jeune république soviétique. Si M. Vychinsky veut prouver qu'il ne faut pas tenir compte de ces passages, il doit montrer que les enseignements de Lénine ont été abandonnés à jamais. La citation de M. Bevin, croit M. McNeil, a été extraite du plus récent ouvrage de M. Staline sur les Problèmes du léninisme, et M. McNeil lui-même se souvient avoir lu dans cet ouvrage que les chefs de l'URSS ne doivent pas craindre les changements de tactique. Le passage cité par M. Bevin est pertinent, car il contient un principe de la pensée léniniste que le Gouvernement de l'URSS n'a jamais totalement répudiée. M. Vychinsky ne pourrait accuser M. Bevin de citer un passage hors de propos que s'il était en mesure d'affirmer à la Commission qu'il ne faut plus tenir compte de ces enseignements, qui ne présenteraient plus qu'un intérêt historique.

M. Vychinsky lui-même utilise la méthode léniniste classique lorsqu'il accuse M. Spaak de présenter faussement le Traité de Bruxelles comme un accord défensif. Dans cette disposition d'esprit, il nous montre un Luxembourg impatient d'attaquer la très pacifique URSS. De plus, il est curieusement injuste de prétendre que M. Bevin connaît mal la situation à laquelle se rapporte le passage de Lénine qu'il a cité. Quelles que soient les méthodes que certains milieux du Royaume-Uni aient malheureusement pu utiliser ou tenter d'utiliser pour s'opposer à la formation de l'URSS, M. Bevin, lui, à la tête du mouvement syndical britannique, avait pris l'initiative de combattre cette intervention et c'est être ingrat que d'insinuer autre chose.

Toutefois, alors que ceux qui font l'objet des critiques de M. Vychinsky n'ont encore que de l'amitié envers le peuple de l'URSS, leur attitude envers le Gouvernement de ce pays est, par la force des choses, devenue réservée par suite de la politique intransigeante et versatile de ce Gouvernement. L'URSS prétend qu'elle est seule loyale et sage en politique et ses représentants déclarent que quiconque n'est pas d'accord avec eux est malhonnête, vicieux, méchant, incite à la guerre et nourrit des desseins agressifs.

A propos du projet de résolution de l'URSS, M. McNeil ne prétend connaître aucune méthode qui conduirait sûrement au désarmement ; il croit néanmoins que tous les représentants sont d'accord sur le caractère peu réaliste de la proposition de l'URSS qui n'est pas propre à créer dans le monde les conditions de confiance nécessaires au désarmement. Alors que l'URSS connaît le montant exact dépensé par le Royaume-Uni pour les armements, qu'elle connaît l'effectif, le stationnement et l'équipement des troupes de ce pays, personne n'a de renseignements complets sur l'URSS à ce sujet, pas même les représentants des États qui sont le plus directement associés à ce

published figures which he had hastily collected during the meeting, Mr. McNeil estimated that the USSR had devoted 17 per cent of its national income to defence. However, he did not know what was done with an estimated surplus of 41,000 million rubles. Mr. McNeil estimated that 66,100 million rubles were allocated for defence in the USSR national budget for 1948 as against 17,500 million rubles in 1937.

Moreover, the method of disarmament proposed by the USSR gave a premium to those who had disarmed least. Unlike the USSR, the United Kingdom, in common with most of the other countries of Western Europe, had, since the last war, committed itself to drastic disarmament, and its defence forces were now down to a minimum.

Since Mr. Vyshinsky had given an outline of the disarmament discussions in the League of Nations, he could not be unaware that when Mr. Litvinoff tabled similar proposals in 1934, there had been an exhaustive discussion of that method of proportional disarmament. Presumably Mr. Vyshinsky had not commented on this because it would not have helped his argument.

However, the Government of the United Kingdom might conceivably be willing to undertake these risks for the sake of the gains — and this was the crucial point of the debate — if a plan for an adequate system of inspection verification and control were presented. However, no such plan had been presented and in view of the discussion which had taken place in relation to atomic energy, Mr. McNeil believed that he would be false to his trust if he exposed the British people to so grave a risk. The work of the Atomic Energy Commission had been fruitless for the very reason that a number of Powers had been unwilling to disarm without sufficient guarantees, guarantees which they were willing and the USSR was unwilling to give. For that reason the acceptance of a USSR proposal depended upon the submission, by the USSR, of a system of adequate control and inspection which would persuade the peoples of the world that the USSR was in earnest and had nothing to hide.

For years the peoples of the world had displayed an overwhelming desire to believe in the good intentions of the USSR but, said Mr. McNeil, they were now afraid and that because their deepest instincts had been stirred. Mr. Malik had said at the previous meeting that every USSR extension of territory had been effected by legal and legitimate means. Whether or not that was true did not matter. People in many parts of the world had become afraid of that expansion and were prepared to believe the worst. However, Mr. Vyshinsky should be assured that no nation could reject an appeal for disarmament if its genuineness were placed beyond doubt by an offer of a system of verification, inspection and control satisfactory to the world.

The experience of the Military Staff Committee scarcely gave grounds for optimism, however; there too an intransigent minority had contin-

pays. D'après certains chiffres publiés, qu'il a hâtivement rassemblés au cours de la séance, M. McNeil évalue à 17 pour 100 de son revenu national les crédits que l'URSS consacre à sa défense. Mais, il ignore à quoi sont consacrés les excédents budgétaires estimés à 41.000 millions de roubles. Il a calculé que 66.100 millions de roubles sont consacrés à la défense dans le budget de 1948, contre 17.500 millions en 1937.

D'autre part, la méthode de désarmement proposée par l'URSS favorise ceux qui ont le moins désarmé. A la différence de l'URSS, le Royaume-Uni, comme la plupart des autres pays de l'Europe occidentale, s'est engagé à procéder à un désarmement radical et ses forces défensives sont maintenant réduites au minimum.

Puisque M. Vyshinsky a rappelé dans leurs grandes lignes les débats qui ont eu lieu sur le désarmement à la Société des Nations, il ne peut ignorer que, lorsqu'en 1934 M. Litvinoff déposa devant cette Assemblée des propositions similaires, cette méthode du désarmement proportionnel a fait l'objet d'une discussion détaillée. Sans doute, M. Vyshinsky n'a-t-il pas commenté ce fait parce qu'il n'aurait guère servi à étayer sa thèse.

Cependant, il n'est pas inconcevable que le Gouvernement du Royaume-Uni puisse accepter de courir ces risques en raison des avantages escomptés ; mais — et c'est là le point crucial du débat — il faut pour cela qu'un plan soit soumis qui offre un système d'inspection, de vérification et de contrôle efficace. Toutefois, aucun plan de ce genre n'a été présenté, et compte tenu de la discussion qui s'est déroulée au sujet de l'énergie atomique, M. McNeil estime qu'il manquerait à son devoir s'il exposait le peuple britannique à un danger aussi grave. Les travaux de la Commission de l'énergie atomique ont été infructueux pour cette raison même qu'un certain nombre de Puissances se sont refusées à désarmer sans garanties suffisantes, garanties qu'elles étaient prêtes à accorder, tandis que l'Union soviétique se refusait à en faire autant. C'est pour cette raison que la proposition de l'URSS ne sera adoptée que si elle apporte un plan d'inspection et de contrôle efficace, susceptible de convaincre les peuples du monde que l'URSS est de bonne foi et qu'elle n'a rien à cacher.

Pendant de longues années, les peuples du monde étaient manifestement désireux d'ajouter foi aux bonnes intentions de l'URSS, mais, déclare M. McNeil, maintenant ils ont peur, et cela parce que leurs instincts les plus profonds ont été mis en éveil. M. Malik a dit, à la séance précédente, que chaque fois que l'URSS a acquis un nouveau territoire, elle l'a fait par des moyens légaux et légitimes. Il importe peu que ce soit vrai ou non. Un peu partout dans le monde, on s'effraie maintenant de cette expansion, et on est prêt à croire le pire. Cependant, M. Vyshinsky peut être assuré qu'aucune nation ne repousserait un appel au désarmement, si, pour garantir la sincérité de cet appel, l'offre était faite d'un système de vérification, d'inspection et de contrôle satisfaisant pour le monde.

Toutefois, ce qui s'est passé au Comité d'État-major n'autorise guère l'optimisme ; là aussi, une minorité intransigeante s'est continuellement

uously prevented action on a course on which the others had agreed. He hoped that the USSR would review its policy; but not until trust had been created could any representative accede to the USSR proposals on behalf of his country.

Mr. ROLIN (Belgium) reserved the right to reply in full to the criticisms directed by the USSR representative against Mr. Spaak. However, on this occasion he wished to correct the tendentious and distorted picture of the armaments problem which Mr. Vyshinsky had presented. How could the representative of the USSR suggest that the peoples of Western Europe who had suffered during the war years did not share with the peoples of the USSR their passionate desire for peace?

Mr. Rolin had for twenty years taken part in the League of Nations discussions on disarmament to which Mr. Vyshinsky had referred. Mr. Vyshinsky had omitted one word which belonged in the trilogy, namely, arbitration. At that time it had been fully realized that the first condition of security was that juridical security derived from willingness to have recourse to loyal and impartial judges for the settlement of disputes. However, as Mr. Herriot had stated at that time, the three elements were interdependent and must be pursued simultaneously. It was true that the League of Nations had been unable to carry out this programme but Mr. Rolin did not consider that the Disarmament Conference was entirely a failure and thought valuable lessons could be drawn from it.

Mr. Vyshinsky had referred to the Munich Agreement; but it must be remembered that none had been so critical of that agreement as the Belgian leaders. He did not think that much would be gained by recrimination concerning treaties entered into in those years, such as the German-USSR treaty.

It was true that the world was witnessing a tragic armaments race. The people of Belgium in common with others were obliged to bear a crushing financial burden on that account and were anxious to cast it off. Moreover, they recognized that armaments did not ensure security. Mr. Spaak together with the majority of Belgians was anxious to put an end to the lamentable situation and it was ridiculous to suggest that, in his speech, he had envisaged anything other than the security of Belgium and her neighbours.

While agreeing with Mr. Vyshinsky in purpose, Mr. Rolin felt bound to say that he had never encountered a cruder and more unacceptable proposal than that put forward by Mr. Vyshinsky. Did the latter forget the long discussion of proportionate reduction of armaments at the Disarmament Conference of 1932? What did armaments mean? Did it cover the budget, effectives, materials, war potential? Adoption of the proposal would mean the beginning, not the end, of difficulties.

opposée à l'adoption du plan auquel les autres s'étaient ralliés. Le représentant du Royaume-Uni espère que l'URSS va réviser sa politique; en effet, tant qu'on n'aura pas fait naître la confiance, aucun représentant ne pourra, au nom de son peuple, appuyer les propositions de l'URSS.

M. ROLIN (Belgique) se réserve le droit de répondre en détail aux critiques formulées par le représentant de l'URSS à l'adresse de M. Spaak. Il tient cependant à rectifier dès maintenant le tableau peu fidèle et tendancieux que M. Vychinsky a présenté du problème des armements. Est-il admissible, demande-t-il, que le représentant de l'URSS puisse insinuer que les peuples de l'Europe occidentale, après avoir tant souffert pendant les années de guerre, ne partagent pas le désir passionné de paix qui anime les peuples de l'URSS?

M. Rolin a pris part, pendant vingt ans, à la Société des Nations, aux discussions sur le désarmement auxquelles M. Vychinsky a fait allusion. M. Vychinsky a omis un mot, qui était l'un des éléments de la trilogie, à savoir, l'arbitrage. On se rendait parfaitement compte à cette époque que la première condition de la sécurité, c'était cette sécurité juridique qui consiste en l'acceptation du recours, pour le règlement des différends, à des juges impartiaux et loyaux. Toutefois, comme M. Herriot l'avait indiqué à l'époque, les trois éléments sont interdépendants et doivent être recherchés simultanément. Il est exact que la Société des Nations n'a pu mener à bien ce programme, mais M. Rolin ne considère pas que la Conférence du désarmement ait complètement échoué, et il estime que l'on peut tirer de ses travaux d'utiles leçons.

M. Vychinsky a parlé de l'accord de Munich, mais il ne faut pas oublier que les dirigeants de la Belgique ont critiqué cet accord plus que personne; M. Rolin ne croit pas qu'il y ait avantage à récriminer contre les traités conclus à cette époque, par exemple contre le traité germano-soviétique.

Il est exact que le monde assiste à une course aux armements, ce qui est tragique. Le peuple belge, comme les autres, porte pour cette raison un fardeau financier écrasant, et il souhaite pouvoir s'en débarrasser. Au reste, tous s'accordent à reconnaître que les armements n'assurent pas la sécurité. M. Spaak, comme la majorité des Belges, est animé d'un vif désir de mettre fin à cette situation déplorable, et il est ridicule de prétendre que, dans son discours, il ait envisagé quoi que ce soit d'autre que la sécurité de la Belgique et de ses voisins.

Tout en partageant les intentions exprimées par le représentant de l'URSS, M. Rolin se voit contraint de dire qu'il ne s'est jamais trouvé en présence d'une proposition plus simpliste et plus inacceptable que celle présentée par M. Vychinsky. Ce dernier a-t-il oublié la longue discussion sur la réduction proportionnelle des armements qui a eu lieu à la Conférence du désarmement en 1932? Que faut-il entendre par armements? Le mot s'applique-t-il au budget, aux effectifs, au matériel, au potentiel de guerre? Si l'on adoptait la proposition de l'URSS, les difficultés, loin de finir, ne feraient que commencer.

Mr. Vyshinsky had proposed control within the framework of the Security Council. Yet, Generalissimo Stalin had himself recognized how essential was the establishment of strict control. How could disarmament take place before a control body was established or even conceived? Mr. Rolin stressed his conviction that the USSR proposal was not viable.

In conclusion, he urged the USSR delegation, if it desired to succeed in promoting the aims of the United Nations Charter, not to persist in insulting the members of other delegations.

Mr. MANUILSKY (Ukrainian Soviet Socialist Republic) proposed adjournment in order to give all delegations opportunity to study the exceptionally important USSR statement.

The meeting rose at 5.10 p.m.

HUNDRED AND FIFTY-FOURTH MEETING

Held at the Palais de Chaillot, Paris, on Saturday, 9 October 1948, at 10.30 a.m.

Chairman : Mr. P.-H. SPAAK (Belgium).

18. Continuation of the discussion on the USSR proposal concerning the prohibition of the atomic weapon and the reduction by one-third of the armaments and armed forces of the permanent members of the Security Council: item proposed by the Union of Soviet Socialist Republics (A/658)

Mr. MODZELEWSKI (Poland) observed that his country, having suffered under Hitlerite occupation, was more anxious than any other that there should never be another war.

He remarked that the question of disarmament should be considered in relation to the general political situation, the economic position of the various countries and the psychological atmosphere.

With regard to the general political situation, he declared that whereas certain countries, including the Union of Soviet Socialist Republics, strove to maintain peace because they needed it, others, in particular the United States of America envisaged only a *pax Americana* in their thirst for domination. Whereas two years previously President Truman had told the General Assembly that the rumours of war should be silenced, since all peoples wished peace, today the United States had become the foremost exploiter of those fears which were preventing the wounds caused by the Second World War from healing. When Mr. Spaak talked about fear, he should be logical and admit that the peoples were afraid of being pushed into a war by the United States. Both in the Commission on Conventional Armaments and in the Atomic Energy Commission, the United States representatives had done their utmost to prevent agreement being reached, utilizing the experience

M. Vychinsky propose un contrôle dans le cadre du Conseil de sécurité. Cependant, le généralissime Staline a lui-même reconnu à quel point il est essentiel d'établir un contrôle vraiment strict. Comment le désarmement pourrait-il donc s'effectuer avant qu'un organe de contrôle ait été établi ou même conçu ? M. Rolin souligne qu'il est convaincu que la proposition de l'URSS n'est pas viable.

Pour conclure, il conseille à la délégation de l'URSS de ne plus insulter les membres des autres délégations, si elle a vraiment le désir d'atteindre les buts énoncés dans la Charte des Nations Unies.

M. MANUILSKY (République socialiste soviétique d'Ukraine) propose de lever la séance afin de permettre à toutes les délégations d'étudier la déclaration particulièrement importante du représentant de l'URSS.

La séance est levée à 17 h. 10.

CENT-CINQUANTE-QUATRIÈME SÉANCE

Tenue au Palais de Chaillot, Paris, le samedi 9 octobre 1948, à 10 h. 30.

Président : M. P.-H. SPAAK (Belgique).

18. Suite de la discussion sur la proposition de l'URSS concernant l'interdiction de l'arme atomique et la réduction d'un tiers des armements et des forces armées des membres permanents du Conseil de sécurité : point proposé par l'Union des Républiques socialistes soviétiques (A/658)

M. MODZELEWSKI (Pologne) rappelle que son pays, qui a subi l'occupation hitlérienne, est plus que quiconque désireux d'éviter à jamais le retour d'une guerre.

Il constate que le désarmement doit être étudié en fonction de la situation politique générale, de la situation économique des différents pays et du climat psychologique.

Au point de vue de la situation politique générale, il fait observer que, alors que certains pays, dont l'Union des Républiques socialistes soviétiques, sont les champions de la paix parce qu'ils ont intérêt à la paix, d'autres, comme les États-Unis d'Amérique, dans leur désir de suprématie et de domination, n'envisagent qu'une paix américaine. Alors qu'il y a deux ans, le président Truman déclarait encore à l'Assemblée générale qu'il fallait couper court à toutes les rumeurs de guerre car tous les peuples désirent la paix, aujourd'hui, les États-Unis sont devenus le grand exploiteur de la peur, qui rend impossible la guérison des plaies causées par la deuxième guerre mondiale. Lorsque M. Spaak parle de la peur, il devrait être logique avec lui-même et constater qu'en effet les peuples ont peur d'être poussés dans une guerre par les États-Unis. A la Commission des armements de type classique et à la Commission de l'énergie atomique, les